

« Israël a toujours présenté l'occupation comme illégale. La décision de la CIJ les terrifie. »

Description

L'avocate palestinienne Diana Buttu analyse l'avis de la CIJ sur le régime militaire israélien et les leçons à tirer de la mise en pratique du droit international.

Par Ghousoon Bisharat, le 23 juillet 2024



Un soldat israélien ferme un portail agricole dans le mur de Cisjordanie après que des agriculteurs palestiniens aient traversé pendant la récolte des olives près du village de Azzun Atma, Cisjordanie occupée, 19 octobre 2022. (Anne Paq/Activestills)

Le vendredi 19 juillet, la Cour internationale de justice (CIJ) a statué que l'occupation par Israël de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, est illégale et doit cesser « le plus rapidement possible ». La Cour a déclaré qu'Israël est tenu de s'abstenir immédiatement de toute nouvelle activité de colonisation, d'évacuer tous les colons des territoires occupés et de verser des réparations aux Palestiniens pour les dommages causés par le régime militaire israélien en place depuis 57 ans. Elle a également affirmé que certaines des politiques menées par Israël dans les territoires occupés constituaient un crime d'apartheid.

Cette décision, connue sous le nom d'avis consultatif, découle d'une demande formulée en 2022 par l'Assemblée générale des Nations unies et n'est pas contraignante. Mais c'est la première fois que la plus haute juridiction du monde s'exprime sur la légalité du contrôle exercé par Israël sur les territoires occupés, et elle constitue un avertisseur cinglant des défenses juridiques dont Israël est longtemps parvenu.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'est félicité de cette décision, la qualifiant de « triomphe de la justice » et appelant l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations unies à envisager des mesures supplémentaires pour mettre fin à l'occupation. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, l'a qualifiée d'« absurde », déclarant : « Le peuple juif n'est pas un occupant sur sa propre terre, y compris dans notre capitale éternelle, Jérusalem, et en Judée et Samarie (la Cisjordanie), notre patrie historique. » Les États-Unis ont réagi en affirmant seulement que les colonies israéliennes sont illégales et ont critiqué « l'ampleur de l'avis de la Cour » qui, selon eux, « compliquera les efforts visant à résoudre le conflit ».

Pour mieux comprendre l'importance et la portée de cette décision, +972 Magazine s'est entretenu avec Diana Buttu, une avocate palestinienne basée à Haifa qui a été conseillère

juridique de l'OLP de 2000 à 2005. À cette époque, elle a fait partie d'une équipe ayant porté devant la CIJ une affaire concernant le mur de séparation israélien, dont le tracé a été déclaré illégal par la Cour dans un autre avis consultatif non contraignant. L'entretien a été dit pour des raisons de longueur et de clarté.

Qu'avez-vous ressenti en regardant le président de la CIJ, Nawaf Salam, lire l'avis de la Cour ?

D'un côté, j'étais très heureuse parce qu'il confirme tout ce que moi et tant d'autres juristes et activistes disons depuis des décennies. Mais d'un autre côté, je n'arrivais pas de me demander : Pourquoi avons-nous dû aller jusqu'à la CIJ ? Pourquoi les gens sont-ils un avis juridique, mais pas notre expérience vécue ? Pourquoi a-t-il fallu tant de temps pour comprendre que ce que fait Israël est mal ?

Quelle est l'importance de cet arrêt pour les Palestiniens ?

Il est important de replacer cet arrêt dans son contexte, en tant qu'avis consultatif. La CIJ peut être saisie de deux manières. La première, c'est lorsqu'il y a un différend entre deux Etats, comme cela a été le cas avec l'Afrique du Sud contre Israël [sur la question du génocide à Gaza], et ces décisions sont contraignantes. Le second cas est celui où l'Assemblée générale des Nations unies demande des éclaircissements ou un avis juridique sur une question ; il s'agit alors d'un avis consultatif, qui n'est pas contraignant.

Si on considère la situation dans son ensemble, il ne faut donc pas oublier que le recours aux tribunaux et à la loi n'est qu'un outil parmi d'autres, et non le seul ou le dernier. Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas important ou qu'un avis non contraignant n'est pas du droit. La question la plus importante est celle de l'impact sur les comportements futurs.

À cet égard, il est important de se rappeler ce qui s'est passé avec la première décision de la CIJ [sur le mur de séparation israélien], qui a été rendue le 9 juillet 2004. Même s'il s'agissait d'un avis consultatif, il a fait force de loi et, plus important encore, c'est grâce à cette décision que nous avons vu se développer le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) et en fait, le mouvement a été lancé à l'échelle internationale exactement un an après.

Il faut donc comprendre qu'il n'y aura jamais de coup d'arrêt juridique. L'occupation ne prendra pas fin par le biais de tribunaux et de mécanismes juridiques et elle prendra fin lorsqu'Israël en paiera le prix. Et que ce prix soit payé de l'extérieur, parce que le monde en a assez dit, ou de l'intérieur, parce que le système commence à implorer, ce sera une décision israélienne de mettre fin à l'occupation.

L'avis consultatif rendu par la CIJ en 2004 a fait date, mais il n'a guère permis de s'opposer à la construction du mur de séparation ou d'en modifier le tracé. Pensez-vous que le nouvel avis a un poids différent de celui du passé ou qu'il pourrait donner lieu à des actions politiques différentes ?

Oui. La décision de 2004 était importante pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle a non seulement déclaré que le mur était illégal, mais elle a également invoqué l'obligation

des États tiers de respecter le droit humanitaire international et de ne pas contribuer aux dommages. Il est vrai que le mur a continué à être érigé et que la décision non contraignante n'a pas mis fin à sa construction, puisqu'elle n'a pas été appliquée. Elle a toutefois modifié la manière dont les diplomates et d'autres personnes ont abordé la question du mur.

Nous devons également nous rappeler que ce nouvel avis consultatif est beaucoup plus important et plus large. La Cour met en évidence des négociations de paix, des accords d'Oslo, de l'acceptation par les Palestiniens d'une occupation permanente. Et même si les gouvernements continuent à affirmer que les négociations sont la seule voie possible, dans toutes les capitales du monde, il y aura désormais une note juridique indiquant que la Cour internationale de justice a statué [que les négociations ne peuvent pas priver la population occupée des droits prévus par la Convention de Genève].

Une autre chose importante est que les colonies israéliennes en Cisjordanie ont été normalisées, et nous avons ici une décision qui va à l'encontre de cela, qui affirme que les colonies et les colons doivent partir. Sur la base de ces éléments, je m'attends à un changement de politique. Cela ne se produira peut-être pas immédiatement, mais cela changera les mentalités et la façon dont les gens se comporteront vis-à-vis de l'occupation.

Quel type de changement de politique ou de mentalité attendez-vous de la part de la communauté internationale ?

Je peux donner un exemple du Canada, où je suis née. La soumission du Canada [pour les procédures de la CIJ sur l'affaire] était très typique, affirmant que la CIJ est compétente sur cette question importante, mais continuant à dire que la meilleure façon de résoudre est par des négociations. Mais cela équivaut à dire, et pardonnez-moi l'analogie, qu'une personne battue n'a qu'à négocier avec son agresseur. Le tribunal a écarté cette possibilité et a clairement établi qu'il y a un occupant et un occupé. Je m'attends donc maintenant à ce que je vais même commencer à exiger à ce que le gouvernement canadien modifie sa position.

Un autre exemple où je m'attends à un changement est la question des colons. Si l'on considère le nombre de colons qui vivent aujourd'hui dans les territoires occupés, l'estimation prudente est de 700 000. Par rapport aux 4 millions d'habitants de l'ensemble du territoire [de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est], c'est un pourcentage très élevé. C'est important, car cela montre que de nombreux colons israéliens ont intériorisé et normalisé l'occupation.

La question est de savoir si les colons israéliens vont se considérer comme des personnes vivant illégalement sur des terres palestiniennes et je soupçonne que ce sera non. Mais je ne veux plus voir cette action et cette perception normalisées, je veux que l'on reconnaisse que l'occupation a causé des ravages et doit cesser. Israël a bien aussi normaliser les colonies, et il n'y a plus de « ligne verte » à la déclaration de Netanyahu hier [contre la décision de la CIJ] en est la preuve. Mais cela doit changer.

Je pense que nous sommes au même moment que dans les années 1980 avec l'apartheid en Afrique du Sud. À l'époque, les défenseurs de l'apartheid disaient aux militants anti-apartheid qu'ils ne comprenaient tout simplement pas la situation. L'apartheid était devenu tellement normal. Dix ans plus tard, ce n'était plus le cas. Et nous voici 30 ans plus tard, et j'ai du mal à trouver une personne qui dise que l'apartheid était une bonne chose.

Y a-t-il des éléments de l'avis consultatif qui vous ont surpris ?

Je n'ai pas été surpris par beaucoup de choses, mais je me suis réjoui de la présence de certains éléments. L'un de ces éléments est l'accent mis sur Gaza, car depuis 2005, Israël a adopté le concept de « d'engagement », affirmant qu'il n'y a pas d'occupation dans cette région. De nombreuses organisations de défense des droits de l'homme se sont battues pour affirmer que Gaza était en fait occupée, qu'il y avait un contrôle israélien effectif et que les responsabilités d'Israël étaient liées au niveau de ce contrôle. J'ai été heureuse de voir que la Cour a confirmé cela et mis fin à cet argument, en particulier parce qu'il n'y a pas eu, à ma connaissance, de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur cette question.

Deuxièmement, j'ai été très heureuse de voir que la Cour a déclaré que des réparations devaient être payées, pas seulement sous la forme de la démolition de toutes les colonies mais aussi du départ des colons. La troisième chose, c'est l'idée que les réfugiés soient autorisés à retourner [dans les maisons qu'ils ont fuies ou dont ils ont été expulsés en 1967]. Il s'agit d'une reconnaissance des torts causés par 57 années d'occupation militaire.

J'ai été quelque peu surprise de voir le juge australien [Hilary Charlesworth] affirmer très clairement qu'Israël ne peut invoquer la légitime défense pour maintenir une occupation militaire, ou en relation avec des actes de résistance contre l'occupation ; j'ai longtemps défendu ce point de vue et il est bon de voir un juge faire les mêmes remarques. Tout en approuvant globalement l'avis de la Cour, la nouvelle juge américaine, Sarah Cleveland, a émis une opinion très intéressante : elle a fait valoir que l'arrêt aurait dû accorder plus d'attention aux responsabilités d'Israël en vertu du droit de l'occupation, en particulier à l'égard de Gaza, tant avant le 7 octobre qu'à l'heure actuelle.

Les hommes politiques israéliens, tant au sein du gouvernement que de l'opposition, ont rejeté l'avis de la CIJ, le qualifiant d'antisémite et de partial. Pensez-vous que ces réactions cachent de véritables inquiétudes ou craintes ?

Oui, la crainte est qu'ils soient montrés du doigt comme les racistes qu'ils sont, et qu'ils soient obligés de mettre fin à l'occupation. Il pourrait également y avoir des actions au niveau mondial [pour faire pression sur Israël]. Ils sont également préoccupés par le fait que ce sont eux qui ont installé les colons dans la région et qu'il pourrait y avoir des demandes d'indemnisation de la part des colons pour leur départ.

Netanyahou n'a jamais reconnu le droit à l'existence de la Palestine. L'autre jour, la Knesset a voté contre la création d'un État palestinien. Et ce ne sont pas seulement les Likoudniks, ou [Itamar] Ben Gvir, ou [Bezale] Smotrich qui ont signé, mais aussi d'autres législateurs, y compris [Benny] Gantz. Ils n'ont jamais reconnu ce qu'ils ont fait en 1948 ni le mal qu'ils font aujourd'hui. Au lieu de cela, ils sont guidés par ce concept de suprématie juive, selon lequel ils sont les seuls à avoir droit à cette terre.

Israël a toujours vendu l'occupation comme étant en quelque sorte légitime, et ses actions comme étant justes et correctes, avec ces revendications stupides d'une « armée morale ». Il n'y a pas d'armée morale dans le monde à comment tuer moralement des gens ? Ils

prétendent que là??on peut s'adresser à la Haute Cour israélienne, alors que tous les Palestiniens savent qu'il n'y a pas de justice à attendre d'un tribunal qui a été mis en place pour servir de bras armé à l'occupation. Lorsqu'un tribunal les regarde de l'extérieur et déclare que ce qu'ils font est illégal, c'est bien sûr terrifiant pour eux.

L'Afrique du Sud de l'apartheid est comportée de la même manière lorsqu'elle a dû traiter les avis de la CIJ. À la fin de chaque avis de la CIJ, le gouvernement de l'apartheid avait l'habitude de dire la même chose : seule l'Afrique du Sud peut juger l'Afrique du Sud, ce qui signifie que seul un système raciste peut juger si le système est raciste. C'est ce que dit Israël : seul nous, le système raciste, pouvons déterminer s'il est raciste. Mais ensuite, vous sortez et vous voyez que les règles internationales confirment que le système est raciste et qu'il doit être démantelé. C'est effrayant pour Israël.

Quelques experts israéliens en droit international minimisent l'importance de l'avis de la CIJ en soulignant qu'il n'est pas contraignant et en affirmant que la Cour n'a pas dit que l'occupation était illégale, mais seulement qu'il était illégal pour Israël de désobéir aux règles de l'occupation. Que pensez-vous de ces affirmations ?

Elles sont justes, mais les minimiser est aussi une erreur. Selon le droit international, il est possible d'avoir une occupation illégale, mais uniquement en tant qu'état temporaire pour une courte période afin de rétablir l'ordre public et de se débarrasser des menaces. Le problème de l'occupation israélienne n'est pas seulement sa durée, mais le fait qu'elle n'a jamais été censée être temporaire. Depuis 1967, Israël affirme qu'il ne renoncera jamais à la Cisjordanie. Il a nié que les Palestiniens aient un droit sur cette terre et a presque immédiatement commencé la construction et l'expansion des colonies. La durée et les pratiques sont ce qui rend l'occupation israélienne illégale.

Ces mêmes juristes israéliens ne savent pas ce qu'est un préjudice. Le maintien d'une occupation nécessite de la violence. Prendre des terres, installer des points de contrôle, construire des colonies, créer un système de tribunaux militaires et un régime de permis, enlever des enfants au milieu de la nuit, démolir des maisons et voler de l'eau : tout ce qu'il implique cette occupation est violent. Les experts israéliens peuvent donc essayer de minimiser la décision autant qu'ils le veulent, mais ils seraient bien avisés, au lieu de trouver des moyens de rendre l'occupation plus belle, d'y mettre enfin un terme.

Vous dites que les actions d'Israël étaient illégales dès le premier jour de l'occupation de 1967. Considérez-vous que le gouvernement actuel, ou les 15 dernières années de Netanyahu, sont plus dangereux que les précédents ? Ou bien poursuit-il essentiellement les mêmes politiques à l'égard des Palestiniens et des territoires occupés que celles que nous avons connues depuis plus d'un demi-siècle ?

C'est la même chose et c'est différent. C'est la même chose parce que depuis 1967, aucun gouvernement israélien n'a mis fin à l'expansion des colonies. Vous pouvez examiner n'importe quelle autre question en Israël, et les gouvernements ont des politiques différentes, mais cela les unit. Peu importe donc qu'il s'agisse du parti travailliste, du Likoud ou de Kadima ; Netanyahu n'est pas différent à cet égard.

La seule chose qui est nouvelle, c'est que ce gouvernement est si audacieux dans sa position. Alors que dans le passé, certains parlaient d'une solution à deux États, M. Netanyahu a été très clair tout au long de son mandat : il n'y aura jamais d'état palestinien et les Palestiniens n'ont aucun droit.

Vous critiquez depuis longtemps l'Autorité palestinienne pour ses échecs. Comment pensez-vous qu'elle va gérer cette décision et les autres procédures récentes devant la CIJ et la CPI, à la fois dans l'arène diplomatique et sur le terrain ?

L'un des grands problèmes en 2004 était qu'il n'y avait pas de dirigeants palestiniens qui poussaient la mise en œuvre de la décision de la CIJ [sur le mur de séparation]. Ils étaient encore dans ce qu'ils pensaient être l'âge d'or des négociations, ils vivaient encore dans un monde imaginaire. C'est pourquoi le mouvement BDS a fini par s'imposer.

Cette fois-ci, je suis vraiment inquiète, car il y a une chose que l'on peut retenir de cette décision, c'est [une critique de] toutes ces soi-disant « offres [israéliennes] généreuses » que les Palestiniens ont dû subir. La CIJ indique clairement que [les territoires palestiniens occupés] ne sont pas un territoire israélien avec lequel les Israéliens peuvent se montrer généreux. De plus, l'avis de la CIJ est un acte d'accusation contre Oslo : il dit que peu importe ce qui a été signé, la Palestine a toujours le droit à l'autodétermination et qu'aucun accord ne peut supplanter ce droit.

Je crains qu'Abou Mazen [le président Mahmoud Abbas] ne connaisse qu'un seul concept, celui des négociations. Je crains que les pressions exercées par les États-Unis et l'Europe occidentale soient suffisantes pour qu'il dise : « C'est très bien, mais nous pensons que les négociations sont la seule façon d'avancer ».

Et si vous deviez conseiller l'Autorité palestinienne, comment lui suggèreriez-vous d'aller de l'avant ?

L'Autorité palestinienne devrait aller de capitale en capitale pour faire accepter l'idée que les colonies sont illégales et que les colons doivent partir. Je n'envisagerais pas d'échanger des terres, comme ils l'ont fait dans le passé. Je n'envisagerais pas non plus l'idée de négociations aujourd'hui ; ce n'est pas un mauvais outil, mais les négociations doivent porter sur quelque chose. S'ils devaient, par exemple, négocier sur les pesticides, l'économie ou la circulation des personnes, c'est très bien. Mais négocier sur vos droits est quelque chose de très répugnant, et je ne peux pas croire qu'il y ait encore des gens qui pensent en ces termes en l'an 2024.

Je leur conseillerais donc de faire pression pour que tout soit mis en œuvre afin que les colonies et les colons soient retirés à ce qui ne devrait pas faire l'objet de négociations et qu'Israël commence à payer le prix. Je comprends que le président palestinien soit sous occupation militaire et que l'économie soit sous le contrôle d'Israël. Mais il faut rompre cette dépendance.

Comment les dirigeants palestiniens peuvent-ils utiliser la décision de la CIJ pour insister davantage sur l'arrêt de la guerre à Gaza ?

Je ne pense pas que les dirigeants actuels soient capables de faire quoi que ce soit pour Gaza. C'est très triste à dire, mais j'ai l'impression que beaucoup d'entre eux ne se soucient pas de Gaza.

Et si nous parlons des dirigeants palestiniens dans leur ensemble, et pas seulement de l'Autorité palestinienne ?

Tout d'abord, nous devons avoir des dirigeants palestiniens qui émergent par le biais d'élections. Ce que je crains pour Gaza, c'est qu'il y ait toutes ces discussions [internationales] sur le « qui » [qui prendra le pouvoir], mais qu'il n'y ait pas de véritable discussion sur le « quoi ». Les gens disent que telle ou telle personne serait bien, puis cela finit par se consolider autour d'Abou Mazen, comme si il n'y avait pas d'autres personnes en Palestine capables d'être des leaders.

Personne ne voudra venir à la tête de l'Autorité palestinienne [comme c'est le cas actuellement]. Il y a une raison pour laquelle il n'y a pas eu de coup d'État à Ramallah depuis qu'Abu Mazen a pris le pouvoir : c'est un travail ingrat et stupide où vous êtes effectivement le sous-traitant d'Israël en matière de sécurité.

Ce qu'il faut, c'est une direction claire crédible, dotée d'une stratégie et d'une vision ensemble pour tous les Palestiniens, mais surtout pour Gaza en ce moment. Et pour moi, cela se concentre sur l'idée de tenir Israël pour responsable de tout ce qu'il a fait, en particulier depuis le 7 octobre. Il est décourageant d'entendre encore et encore [de la part de commentateurs internationaux et de politiciens] que rien ne justifie [l'attaque du Hamas du] 7 octobre, alors que tout ce que fait Israël à Gaza est justifié par le 7 octobre. Nous devons commencer à percer cette idéologie et à demander des comptes à Israël ; ensuite, nous pourrions commencer à reconstruire Gaza.

J'espère qu'une nouvelle direction palestinienne, unie et claire, prendra du recul, évaluera Oslo et les erreurs commises, et appréciera le moment présent pour aller de l'avant. Je ne pense pas que les dirigeants actuels soient capables de mener cette réflexion interne.

L'OLP a toujours été obsédée par le fait que les décisions palestiniennes devaient être prises par les Palestiniens, et l'AP s'en tient aujourd'hui à cette même obsession. Mais si l'AP ne gère pas ce moment correctement, et je soupçonne qu'elle ne le fera pas, nous verrons beaucoup plus de militants, le mouvement BDS et d'autres à l'échelle internationale reprendre le flambeau.

L'arrêt porte sur les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967. Certains diront que ce champ d'application est très étroit, ignorant les crimes et les violations remontant à 1948, ou qu'il pourrait forcer les Palestiniens à accepter un avenir uniquement sur les lignes de 1967. Comment appréhendez-vous les limites de cet arrêt pour la cause palestinienne ?

C'était la critique de la question de la CIJ en premier lieu, et je partage cette critique : en se concentrant uniquement sur 1967, on donne un passe-droit à Israël. La seule façon de comprendre l'occupation est de comprendre ce qu'Israël a fait pendant la Nakba et pendant l'ère du régime militaire à l'intérieur d'Israël, sous lequel les citoyens palestiniens ont vécu

pendant 19 ans, jusqu'en 1966. L'idée que l'on puisse s'opposer les deux [1948 et 1967] est une fiction.

Pour l'AP, il y a deux raisons principales de se concentrer sur 1967 : la première est qu'elle considère l'occupation comme le mal immédiat qui doit être résolu, et la seconde est que je pense qu'elle a renoncé en 1948 il y a des décennies à pas seulement avec la signature d'Oslo, mais même avant cela, avec la déclaration d'indépendance de l'OLP en 1988.

Pour l'AP, il y a également une toile de fond politique limitative. Bien des regards, elle a renoncé aux négociations pour la Nakba, ce qui signifie en fait qu'elle renonce au droit au retour. Ils peuvent dire qu'ils le soutiennent, mais je ne le vois pas.

Il est possible de parler de 48 tout en conservant l'idée d'un compromis politique. Cela a été la position palestinienne pendant de nombreuses années, mais au cours des 20 dernières années, cela n'a pas été la position de l'Autorité palestinienne. Lorsque je prends du recul et que je regarde leur position, je pense qu'il y a une conviction politique très forte selon laquelle nous allons abandonner 48 à non seulement le territoire mais aussi le récit afin d'essayer de préserver ce qui reste de 67.

Au fil des ans, les Palestiniens ont perdu confiance dans le droit international parce qu'il ne les protégeait pas. Pensez-vous que les récentes décisions de la CIJ et de la CPI donnent aux Palestiniens une nouvelle raison de raviver cette confiance ?

Je comprends la colère que suscite le système juridique, car le droit est souvent le reflet du pouvoir. Mais il peut aussi être utilisé comme un outil. Israël a été très habile dans la manière dont il a mené son occupation à pas seulement sur le terrain, mais aussi dans la manière dont il a vendu l'occupation et bloqué l'opposition à celle-ci, en particulier aux États-Unis, au Canada, en Australie et dans d'autres pays occidentaux.

Cet avis de la CIJ ouvre de nouvelles perspectives [en matière de responsabilité] : s'assurer qu'Israël n'ait pas accès aux accords de libre-échange, que les citoyens français ne bénéficient pas de la sécurité sociale s'ils vivent dans une colonie israélienne illégale et que les colons soient sanctionnés financièrement et n'aient pas le droit de se rendre dans certains endroits du monde. Mais tout cela demande beaucoup de travail.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972 Mag](#)

date créée
2024/08/01